

Comité National
de Liaison
des Acteurs de
la **PRÉVENTION**
SPÉCIALISÉE

FORMATIONS 2015 //

**CNL
APS**

PAGE	INTITULÉ DE LA FORMATION	DURÉES	TARIFS (EN EUROS) DES FORMATIONS (PAR PERSONNE)		DATES 2015
			ADH.*	NON-ADH.*	
4	Être éducateur en Prévention spécialisée aujourd'hui (niveau I)	5 jours (35 h)	780	880	8 - 12 juin
5	Être éducateur en Prévention spécialisée aujourd'hui (niveau II)	5 jours (35 h)	780	880	1 ^{er} - 5 juin
6	Le travail de rue : parlons-en!	4 jours (28 h)	620	720	26 - 29 mai
7	Observation sociale et diagnostic du territoire	3 jours (21 h)	430	530	15 - 17 juin
8	Pouvoir d'agir et développement social local	3 jours (21 h)	500	600	14 - 16 octobre
9	Élaborer des projets avec et pour les groupes de jeunes	3 jours (21 h)	430	530	14 - 16 déc.
10	Écrire en Prévention spécialisée	3 jours (21 h)	430	530	7 - 9 déc.
11	Prévention spécialisée et médiation sociale : des clés de compréhension et de travail	3 jours (21 h)	430	530	28 - 30 sept.
12	Prévention spécialisée et prévention de la délinquance : quels enjeux et quels possibles ?	3 jours (21 h)	430	530	7 - 9 octobre
13	Les jeunes en voie de radicalisation : mythe, réalité et travail éducatif	3 jours (21 h)	430	530	25 - 27 novembre
14	Intervenir auprès de publics étrangers en extrême précarité : l'exemple des roms et des mineurs étrangers isolés	3 jours (21 h)	430	530	21 - 23 septembre
15	L'intervention sociale à l'épreuve des trafics de produits stupéfiants sur les quartiers	5 jours (35 h)	780	880	16 - 20 nov.
16-17	Deux formations internationales : - le travail social de rue dans le monde, - la participation sociale (le pouvoir d'agir) dans le monde.	5 jours (35 h) chacune	780	880	30 nov. - 4 déc. 23 - 27 mars
18	Penser et conduire l'évaluation interne en Prévention spécialisée	Variable	Variable	Toute l'année	
19	Alliance et partenariat : faire savoir son savoir-faire	3 jours (21 h)	430	530	4 - 6 novembre
20	Agir et éduquer au XXI ^e siècle avec le numérique	3 ou 5 jours (21 ou 35 h)	Nous consulter		4 - 6 novembre
21	Exercer la fonction de cadre de proximité en Prévention spécialisée SPÉCIAL CADRES	5 jours (35 h)	780	880	18 - 22 mai
22	Séminaires résidentiels pour les administrateurs d'associations SPÉCIAL ADMINISTRATEURS	De 1 à 2 jours	En fonction de la durée et de la taille du groupe	Toute l'année	

*Adhérents/non adhérents au CNLAPS



PAR ERIC RIEDERER,
COORDONNATEUR NATIONAL

En ces temps de bouleversements institutionnels, la formation est, plus que jamais, un recours utile pour être au clair sur sa mission, ses déclinaisons, et les enjeux actuels et à venir.

Ceci est l'affaire de tous : éducateurs, cadres et administrateurs en Prévention spécialisée, ainsi que partenaires de terrain auxquels nous ouvrons plusieurs de nos formations sur les thèmes où un mixage nous semble enrichissant.

Le rôle du CNLAPS est de vous proposer une offre de formation adaptée, venant stimuler votre envie de professionnalisation tout au long de la vie.

Nous sommes là pour vous permettre de vous outiller et de vous donner ou redonner des repères, en vous soutenant par des apports et des échanges rendus possibles grâce à la formation.

L'objectif est de pouvoir encore mieux saisir, voire créer, les opportunités de renforcer votre pratique, en lien avec la réalité du public et de l'ensemble de notre société.

A l'heure de la rédaction de ce catalogue, **une dynamique positive se fait jour en termes des demandes de formation** que vous nous adressez, et nous la saluons.

“Le rôle du CNLAPS est de vous proposer une offre de formation adaptée, venant stimuler votre envie de professionnalisation tout au long de la vie.”



UN PROJET DE JOURNÉE NATIONALE D'ÉTUDE POUR LES CADRES

Notre environnement est en pleine mutation, incertain, et porteur d'enjeux forts.

Dans ce contexte, les cadres occupent une place essentielle dans la conduite de l'activité d'un service, voire d'une association. Cela les appelle à faire face à de grands défis et à impulser, organiser et coordonner le travail de leurs équipes en conséquence.

Suite à la journée des présidents de 2014, orientée

sur une approche prospective de notre métier, le CNLAPS envisage, à l'heure de l'écriture de ce catalogue, d'organiser dans les deux années qui viennent une journée d'étude qui s'adressera à l'ensemble des cadres de la profession, pour travailler à une vision modernisée et partagée de notre métier.

Plus d'informations vous seront communiquées ultérieurement.



NOUVEAUTÉS !

1) Renforcement de certaines formations fondamentales, afin de correspondre aux besoins formulés par les stagiaires et aux exigences du métier :

- un quatrième jour pour le travail de rue;
- deux jours supplémentaires pour les cadres de proximité.

2) Crédit :

- d'un module d'approfondissement pour les éducateurs qui ne sont plus débutants dans le métier;
- d'une formation sur "Les jeunes en voie de radicalisation : mythe, réalité et travail éducatif".
- d'un volet international : "Le travail social de rue dans le monde" et "La participation sociale / le pouvoir d'agir dans le monde".

3) Révision de nos séminaires résidentiels à l'attention des administrateurs d'association, que nous organisons localement à la demande.

Nous nous tenons ainsi à disposition des élus associatifs pour construire ces temps forts ensemble.

Être éducateur en Prévention spécialisée aujourd'hui

4

PUBLIC

- NOUVEAUX ARRIVANTS DANS LE DOMAIN DE LA PRÉVENTION SPÉCIALISÉE.

MODALITÉS

DURÉE : 5 JOURS (35 H).

DATES : DU 8 AU 12 JUIN 2015.

LIEUX ET TARIFS :

- À PARIS : ADHÉRENTS : 780 €/PERS.;
NON-ADHÉRENTS : 880 €/PERS.

- LOCALEMENT OU À L'ÉCHELLE D'UNE RÉGION :
NOUS CONSULTER.



Niveau I

CETTE FORMATION S'ADRESSE SPÉCIFIQUEMENT À DES PROFESSIONNELS NOUVEAUX ARRIVANTS

dans le domaine de la Prévention spécialisée. Elle est proposée avec une adaptation constante des contenus sur la base de l'évaluation des stages réalisés depuis 7 ans.

OBJECTIFS

- Permettre aux professionnels nouveaux arrivants en Prévention spécialisée de s'approprier un référentiel de base commun.
- Développer l'appétence à une demande de perfectionnement professionnel à partir des contenus travaillés au cours du stage.

APERÇU DU CONTENU

- Mission éducative de la Prévention spécialisée.
- Principes, méthodes et modes d'action de l'intervention éducative : leur actualité, leur pertinence et leurs limites.
- Enjeux de société et Prévention spécialisée.
- Être éducateur de rue dans le cadre d'un projet associatif et d'un projet de service :
 - approche de la notion de projet. Enjeux par rapport à la commande publique et à la commande sociale;
 - méthodes et outils.
- Évaluation dynamique et projet de service : définitions, méthodes et outils.

5

PUBLIC

- ÉDUCATEURS EN FONCTION DEPUIS PLUSIEURS ANNÉES EN PRÉVENTION SPÉCIALISÉE, SOUHAITANT DÉVELOPPER LEURS CONNAISSANCES OU LES RÉACTUALISER

MODALITÉS

DURÉE : 5 JOURS (35 H).
DATES : DU 1^{ER} AU 5 JUIN 2015.

LIEUX ET TARIFS :

- À PARIS : ADHÉRENTS : 780 €/PERS.;
NON-ADHÉRENTS : 880 €/PERS.

- LOCALEMENT OU À L'ÉCHELLE D'UNE RÉGION :
NOUS CONSULTER.



Niveau II

JUSQU'À PRÉSENT, LE CNLAPS PROPOSAIT UNE OFFRE DE FORMATION AUX ÉDUCATEURS QUI ÉTAIENT RÉCENTS DANS LE MÉTIER.

Suite à de nombreuses demandes, nous avons décidé de créer une seconde formation pour celles et ceux qui ne sont plus nouveaux en Prévention spécialisée, mais qui, pour autant, éprouvent le besoin, voire le désir, de continuer à développer ou à réactualiser leurs connaissances pour impacter positivement leurs pratiques. La Prévention spécialisée est au XXI^e siècle, et elle doit construire son avenir.

OBJECTIFS

- Mieux vivre les changements qui s'opèrent dans le champ du travail social, sans renier son passé.
- Rappeler qu'il n'y aurait pas de Prévention spécialisée sans expérimentation sociale. La loi a changé, pas la méthode.
- Développer l'intérêt pour des actions collectives. Permettre de créer les conditions nécessaires au développement local, au travail communautaire et la participation des habitants.
- Sensibiliser à l'importance de l'évaluation. Évaluer pour mesurer les effets, les écarts, comprendre les phénomènes, accepter le débat démocratique, et... communiquer!



APERÇU DU CONTENU

Du projet associatif à la communication, satisfaire la commande publique tout en œuvrant pour les jeunes et leurs familles :

- Le diagnostic du territoire et le projet d'intervention.
- L'évaluation et la production des résultats.
- Évaluer le travail de rue.

Gérer son travail par projet :

- Du travail de rue au développement local, construire son action au quotidien.
- Répondre à un appel à projet.

Contribuer à la prévention de la délinquance :

- Actualisation des connaissances.
- La participation aux instances.
- Le rapport à la médiation sociale.

Comment conduire une action de Prévention spécialisée en se projetant dans l'avenir ?

- La question du Diagnostic permanent du territoire.
- La posture de l'anthropologue.
- La gestion de l'information.
- La production de connaissance.
- Approfondissements : le soutien à la fonction parentale, le développement local et la participation des habitants, etc.

LE TRAVAIL DE RUE CONSTITUE LA BASE de l'intervention de Prévention spécialisée. A quoi sert-il et comment s'y prendre ?

Le travail de rue : parlons-en !

● APERÇU DU CONTENU

- Rappel du cadre législatif, des principes et modes d'intervention de la Prévention spécialisée.
- Le travail de rue : pourquoi et comment ?
- Travail de rue et présence sociale : finalités et échanges de pratiques.
- Approche du public et diversité des territoires d'intervention.
- L'observation sociale dans le cadre du travail de rue.
- Travail en équipe, lisibilité et évaluation du travail de rue.
- La Prévention spécialisée : des contextes en changement qui sont autant d'enjeux :
 - Pertinence du territoire d'intervention, quelles frontières ?
 - Le développement de la Prévention spécialisée en milieu rural.
 - Travail avec les collèges, partenariat, insertion, animation : quelle place pour le travail de rue ?
 - Éducation de rue et prévention de la délinquance.
 - Prévention spécialisée et médiation sociale.

● OBJECTIFS

- Être en phase avec sa mission et à l'aise dans son métier.
- Mieux comprendre le sens du travail de rue.
- Établir une culture commune sur la présence sociale et le travail de rue.
- Échanges de pratiques.
- Réinterroger sa pratique et redonner de la place au travail de rue.
- Chercher d'autres modalités pour aller à la rencontre du public.
- Doter les stagiaires d'outils d'évaluation du travail de rue.



6 //

PUBLIC

- NOUVEAUX ARRIVANTS.
- PERSONNEL ÉDUCATIF EN DIFFICULTÉ DANS CE DOMAIN ET SOUHAITANT SE RELANCER.
- PROFESSIONNELS AGUERRIS SOUHAITANT MUTUALISER ET/OU (RE)DYNAMISER LEUR PRATIQUE.

MODALITÉS

DURÉE : 4 JOURS (28 H).
DATES : DU 26 AU 29 MAI 2015.

LIEUX ET TARIFS :

- PARIS : ADHÉRENTS : 620 €/PERS.;
NON-ADHÉRENTS : 720 €/PERS.
- LOCALEMENT OU À L'ÉCHELLE D'UNE RÉGION :
NOUS CONSULTER.



7 //

PUBLIC

PERSONNEL ÉDUCATIF EN PRÉVENTION SPÉCIALISÉE.

MODALITÉS

DURÉE : 3 JOURS (21 H).

DATES : DU 15 AU 17 JUIN 2015.

LIEUX ET TARIFS :

- PARIS : ADHÉRENTS : 430 €/PERS. ;
NON-ADHÉRENTS : 530 €/PERS.
- LOCALEMENT OU À L'ÉCHELLE D'UNE RÉGION :
NOUS CONSULTER.

POUR LES FORMATIONS ORGANISÉES LOCALEMENT,
DEUX JOURS SUPPLÉMENTAIRES D'APPROFONDISSEMENT
SONT POSSIBLES, DANS UN SECOND TEMPS, APRÈS
UN ALLER-RETOUR ENTRE LA FORMATION ET LE TERRAIN.

● APERÇU DU CONTENU

- Appréhender les rôles et la mission :
 - la Prévention spécialisée au XXI^e siècle;
 - le travail de rue comme moyen de connaissance;
 - les techniques d'immersion dans une population;
 - l'observation sociale;
- L'observation sociale dans le cadre du travail de rue :
 - les approches sociométriques, compréhensives;
 - la démarche d'observation sociale;
- A l'épreuve du territoire :
 - définir un territoire cohérent;
 - cartographier et représenter son champ d'intervention;
 - comment produire un diagnostic social du territoire.
 - l'approche spécifique de la Prévention spécialisée.

● OBJECTIFS

- Apporter des éléments théoriques et pratiques pour développer des compétences et du savoir-faire.
- Aider l'éducateur à prendre sa place sur son territoire d'intervention afin d'en devenir un expert pour :
 - dimensionner au mieux son action éducative en fonction des éléments recueillis;
 - valoriser la Prévention spécialisée auprès des financeurs et des partenaires de terrain;
 - avoir un écrit structurant pour l'intervention éducative et qui subsiste en cas de "turn-over" de l'équipe;
- Étayer l'élaboration du bilan d'activité, du projet d'action éducative et du projet de service.

Observation sociale et diagnostic du territoire

L'OBSERVATION SOCIALE ET LE DIAGNOSTIC LOCAL SONT À LA BASE DE TOUT,

car ils permettent de comprendre et de faire comprendre un territoire et ses acteurs et de dimensionner de manière adaptée le déploiement de l'intervention sur le territoire. C'est une formidable plus-value de notre métier dont il faut prendre conscience et qu'il faut mettre en œuvre et valoriser.

Pouvoir d'Agir et Développement Social Local

8 //

PUBLIC

- PERSONNEL ÉDUCATIF, CADRES ET ADMINISTRATEURS EN PRÉVENTION SPÉCIALISÉE.
- PARTENAIRES DE TERRAIN.

MODALITÉS

- DURÉE : 3 JOURS (21H).
DATES : DU 14 AU 16 OCTOBRE 2015.
LIEUX ET TARIFS :
- À PARIS : ADHÉRENTS : 500 €/PERS.;
NON-ADHÉRENTS : 600 €/PERS.
- LOCALEMENT OU À L'ÉCHELLE
D'UNE RÉGION : NOUS CONSULTER.



DANS UNE SOCIÉTÉ QUI NOUS APPARAÎT DE PLUS EN PLUS BLOQUÉE, la Prévention spécialisée a une réelle légitimité, et même un devoir, d'enclencher des leviers qui doivent participer à activer des dynamiques sociétales positives. C'est ce que l'on nomme le « Pouvoir d'Agir ». À ce titre, la Prévention spécialisée possède beaucoup d'atouts et peut être fédératrice.

Les éducateurs construisent des relations solides faites de confiance et de respect. Leurs postures et leurs actions sont autant de formidables vecteurs et révélateurs d'énergie - et consistent à (re)donner confiance dans des capacités cachées, enfouies - et à développer des synergies collectives afin de contribuer à inverser des tendances. Nous avons là une réelle chance de contribuer à l'éclosion d'un nouveau modèle social (réconcilier l'autonomie et l'interdépendance, conjuguer la mondialisation et les solidarités de proximité). Mais comment œuvrer sur le pouvoir d'agir des jeunes et des habitants ? Comment pouvons-nous mettre en pratique concrètement et dépasser ainsi le stade de l'utopie ?

APERÇU DU CONTENU

- Approches historiques et conceptuelles.
- Les modèles de référence : définitions et éclaircissements (approche communautaire, développement exogène et endogène, développement social local, intervention sociale d'intérêt collectif).
- La synthèse des textes et ce qu'ils disent de l'évolution du travail social :
 - de la reconnaissance des droits des usagers à la citoyenneté;
 - l'action préventive : une vision globale de la personne et de son milieu de vie; le travail à partir des capacités et non des problèmes;
 - le DSL : une des perspectives;
 - Les préalables : la complémentarité entre institution et contrat, les métarègles (quelle culture de travail devons nous développer?).
- Les écueils :
 - le risque de démagogie;
 - développer le pouvoir d'agir des habitants peut être une manière de faire glisser la responsabilité collective de la société vers une responsabilité individuelle de la personne;
 - une bascule vers un contrôle social plus diffus porté par l'ensemble des membres de la société.
- Activer des leviers qui vont démultiplier l'impact de notre intervention éducative par la mise en action de relais de solidarités sur les territoires et l'éclosion de personnes ressources (voire de plate-formes d'habitants).
- Combattre le sentiment de déconsidération que ressent une partie de la population, par ailleurs souvent stigmatisée.



9 //

PUBLIC

- PERSONNEL ÉDUCATIF EN PRÉVENTION SPÉCIALISÉE.
- PARTENAIRES DE LA PRÉVENTION SPÉCIALISÉE.

MODALITÉS

DURÉE : 3 JOURS (21H).

DATES : DU 14 AU 16 DÉCEMBRE 2015.

LIEUX ET TARIFS :

- À PARIS : ADHÉRENTS : 430 €/PERS.;
- NON-ADHÉRENTS : 530 €/PERS.
- LOCALEMENT OU À L'ÉCHELLE D'UNE RÉGION : NOUS CONSULTER.

APERÇU DU CONTENU

- La dimension collective de la relation éducative en Prévention spécialisée :
- sens et contenu; ne pas opposer systématiquement "éducation" (qui serait centrée sur l'individuel) et "animation" (qui serait elle chargée du collectif); complémentarité avec la dimension individuelle du travail éducatif;
 - la démarche-projet participative : faire émerger, formaliser, piloter et évaluer une action collective avec un groupe;
 - les différents outils et supports de la relation éducative avec les groupes (vêcus partagés avec les jeunes, activités, séjours (y compris échanges européens ou séjours de rupture), aide à la constitution d'une association de jeunes, etc.);
 - savoir organiser son temps pour pouvoir développer de l'action collective sans que cela ne nuise au reste de sa mission.

OBJECTIFS

- Vous permettre de développer vos compétences pour articuler relation éducative individuelle et action avec les groupes de jeunes.
- Conduire sur le territoire et pour les jeunes, une action éducative complète telle qu'elle relève de la Prévention spécialisée.
- Envoyer des signaux forts à nos partenaires, à nos éventuels concurrents et aux pouvoirs publics, sur un positionnement complet de la Prévention spécialisée.

Élaborer des projets avec et pour les groupes de jeunes

SOUVENT, EN PRÉVENTION SPÉCIALISÉE, LA TENDANCE EST DE PRIVILÉGIER LA DIMENSION INDIVIDUELLE de l'accompagnement éducatif des jeunes au détriment de l'action collective.

Or, accompagner un jeune dans l'élaboration de ses objectifs de changement, de mobilisation de ses ressources, de facilitation de la prise de distance par rapport au vécu de ses difficultés, passe aussi par un travail éducatif collectif avec et par le groupe. Cet axe fort n'est pas uniquement du ressort de ceux qui ont une formation dans l'animation socio-éducative l'éducation sportive, mais vous concerne bien tous en tant que personnel éducatif de terrain. Ces deux dimensions éducatives - individuelle et collective - sont nécessaires et complémentaires en Prévention spécialisée. Pourquoi ? Comment sont-elles liées dans la pratique ? Quelles en sont les déclinaisons possibles ?

Écrire en Prévention spécialisée

10 //

PUBLIC

PERSONNEL ÉDUCATIF
EN PRÉVENTION SPÉCIALISÉE.

MODALITÉS

DURÉE : 3 JOURS (21H).

DATES : DU 7 AU 9 DÉCEMBRE 2015.

LIEUX ET TARIFS :

- À PARIS : ADHÉRENTS : 430 €/PERS. ;
NON-ADHÉRENTS : 530 €/PERS.
- LOCALEMENT OU À L'ÉCHELLE D'UNE RÉGION :
NOUS CONSULTER.



10

//

**COMMENT TRADUIRE PAR ÉCRIT, AU MIEUX,
AU PLUS SYNTHÉTIQUE MAIS AU PLUS JUSTE,**
la richesse de l'intervention de Prévention spécialisée ?
Pour n'être pas nouvelle, la question n'en reste pas moins actuelle.

Nous proposons de partir de l'"information préoccupante" parce que ce document qui se doit d'être synthétique et objectif est susceptible d'être lu par la famille et le jeune concerné. À ce titre, sa conception nécessite des savoir-faire et des postures transférables à l'ensemble des écrits professionnels. Il faut apprendre à écrire avec clarté ce que l'on fait et ce que l'on se propose de faire. Pour rendre compte et communiquer bien sûr, mais on peut ce faisant mettre à profit le processus d'écriture pour enrichir la réflexion et donner à voir le métier. Nous proposons de découvrir à travers ce que l'on appellera le « récit éducatif », une manière rigoureuse et souple d'écrire votre pratique avec engagement et distanciation à la fois. Il s'agira de dégager des convergences entre ces différents supports et des pistes d'appropriation de l'outil « écriture » pour chacun des participants.

● OBJECTIFS

- Disposer de repères qui améliorent l'efficience de l'écrit.
- Maîtriser des techniques de rédaction qui rendent un texte « vivant ».
- Identifier et utiliser des critères d'(auto)évaluation des écrits.
- Transmettre à l'externe mais aussi à l'interne.

● APERÇU DU CONTENU

- Travailler sur les commandes d'écriture : synthèses, formats...
- Écrire sa pratique : processus d'écriture, réflexivité, communication.
- Travailler l'écrit en s'appuyant sur l'oral au lieu de l'y opposer.



Prévention spécialisée et médiation sociale :

des clefs de compréhension et de travail

PUBLIC

PERSONNEL ÉDUCATIF
EN PRÉVENTION SPÉCIALISÉE,
VOIRE MÉDIATEURS SOCIAUX
EN FONCTION DE LA DEMANDE.

MODALITÉS

DURÉE : 3 JOURS (21 H).

DATES : DU 28 AU 30 SEPTEMBRE 2015.

LIEUX ET TARIFS :

- PARIS : ADHÉRENTS : 430 €/PERS. ;
NON-ADHÉRENTS : 530 €/PERS.
- LOCALEMENT OU À L'ÉCHELLE
D'UNE RÉGION : NOUS CONSULTER.

**IL EXISTE DANS NOTRE PROFESSION BEAUCOUP
D'INTERROGATIONS SUR LA MÉDIATION**

SOCIALE. Est-elle une fonction de l'éducateur, un métier à part, les deux ? est-ce du travail social ? une chance ou un danger ? Si la médiation sociale nous interroge, n'est-ce pas aussi parce qu'elle vient questionner notre métier et nos pratiques ? Enfin, quels sont les enjeux, pour le public, pour notre profession, pour les politiques publiques sociales...

Nous devons nous en préoccuper rapidement. Le CNLAPS et le Conseil Technique de la Prévention Spécialisée (CTPS) ont conduit des travaux sur ces questions. À l'heure de la rédaction de ce catalogue, le CNLAPS est en discussion avancée avec les deux réseaux nationaux de médiation sociale pour tenter de définir un partenariat expérimental. C'est un sujet très actuel et d'un grand enjeu.

● APERÇU DU CONTENU

- Définition de la médiation sociale, grands principes théoriques et pratiques, historique et évolution.
- La médiation sociale : entre outil de la tranquillité publique et vecteur de lien social.
- La médiation sociale et les médiations sociales.
- État des lieux de la médiation sociale en France.
- La Prévention spécialisée : une fonction de médiation sur les territoires.
- Prévention spécialisée et médiation sociale : points communs et différences.
- État des lieux des relations entre Prévention spécialisée et médiation sociale sur les territoires.
- Quel partenariat construire pour les jeunes ?
- Les enjeux pour la Prévention spécialisée et les choix stratégiques dans une approche prospective.

● OBJECTIFS

- Améliorer la connaissance de la médiation sociale et l'objectiver afin d'être dans une approche réaliste, pragmatique et constructive.
- Repérer des points de rencontre et construire des relations professionnelles entre l'éducatif et la médiation sociale, pour répondre aux enjeux pour les jeunes et pour nous-mêmes.



Prévention spécialisée et prévention de la délinquance :

quels enjeux et quels possibles ?

12

PUBLIC

PERSONNEL ÉDUCATIF ET CADRES EN PRÉVENTION SPÉCIALISÉE

MODALITÉS

- DURÉE : 3 JOURS (21H)
- DATES : DU 7 AU 9 OCTOBRE 2015
- LIEUX ET TARIFS :
 - PARIS : ADHÉRENTS : 430 €/PERS. ; NON-ADHÉRENTS : 530 €/PERS.
 - LOCALEMENT OU À L'ÉCHELLE D'UNE RÉGION : NOUS CONSULTER.

LA PRÉVENTION SPÉCIALISÉE EST UNE MISSION DE PROTECTION DE L'ENFANCE. Elle contribue, par l'acte éducatif, à essayer de prévenir, entre autres, la délinquance des jeunes. Parfois sans le conscientiser, jusqu'à en rejeter l'idée, alors qu'elle la porte dans ses gènes. L'histoire de notre métier ne serait-elle plus aussi connue ? La version sécuritaire de la prévention de la délinquance des années 2000 n'a en rien aidé. Aujourd'hui cependant, l'illusion du « tout répressif » est quasi révolue. Ainsi, au-delà des tensions et des craintes, il y a véritablement un enjeu qui s'impose à la profession, de (re)construction de son discours, de son positionnement et de sa place, et des opportunités possibles, dans le respect du cadre technique et déontologique de notre mission.

13

PUBLIC

- PERSONNEL ÉDUCATIF ET CADRES EN PRÉVENTION SPÉCIALISÉE.
- PARTENAIRE DE LA PRÉVENTION SPÉCIALISÉE.

MODALITÉS

- DURÉE : 3 JOURS (21H).
- DATES : DU 25 AU 27 NOVEMBRE 2015.
- LIEUX ET TARIFS :
 - PARIS : ADHÉRENTS : 430 €/PERS. ; NON-ADHÉRENTS : 530 €/PERS.
 - LOCALEMENT OU À L'ÉCHELLE D'UNE RÉGION : NOUS CONSULTER.



RÉGULIÈREMENT LES MÉDIAS parlent de la montée d'un radicalisme islamiste. Qu'en est-il vraiment et quelles sont les autres formes de radicalisation des jeunes (car elle ne se réduit pas à cela) ? L'immersion des éducateurs de rue leur permet d'observer et d'être en lien avec ces jeunes, mais ils peuvent alors éprouver le besoin de s'outiller. Comment agir éducativement face à des jeunes en très grande marginalisation, voire semblant être « sans limites » ? À l'heure où les débats autour de la « question identitaire » se renforcent, il devient important de mettre en perspective attitudes et méthodes d'actions afin de mener un travail de prévention, mais également de diffuser les expertises existantes face à ce phénomène.

Les jeunes en voie de radicalisation :

mythe, réalité et travail éducatif



APERÇU DU CONTENU

- Attentes des stagiaires et état des lieux de leurs pratiques.
- Les différentes formes de radicalisation.
- La radicalisation chez les jeunes : définition, origine historique. Mythe ou réalité ?
- Le « piège identitaire ».
- La Prévention spécialisée et les phénomènes de radicalisation.
- Le lien politique et médiatique.
- La prévention de la radicalisation.
- L'« art de l'ordinaire » des éducateurs de rue.
- La construction de « rités de passage » : une réponse face au phénomène de radicalisation.
- Les jeunes en situation de marginalité avancée.

OBJECTIFS

- Déconstruire nos représentations et les « allants de soi » face au phénomène de la radicalisation de la jeunesse.
- Reconnaître les signes de radicalisation chez un jeune en situation de marginalité avancée.
- Repérer et tenter de prévenir par des pratiques innovantes les différentes formes de radicalisation.

Intervenir auprès de publics étrangers en extrême précarité

L'exemple des roms et des mineurs étrangers isolés

● APERÇU DU CONTENU

- Du général au spécifique :
- Le sens : en quoi la Prévention spécialisée est-elle concernée ?
 - État des lieux des pratiques des stagiaires.
 - Point d'actualité sur ces questions en France et en Europe.
 - Éléments de connaissance de ces publics (y compris les questions des représentations) et des intervenants concernés (institutionnels, partenaires).
 - Les questions d'inter-culturalité, de laïcité, du droit des étrangers.
 - Ingénierie de projet.

● OBJECTIFS

- Être dans une vision élargie, sociétale et systémique (incidence sur le milieu et l'environnement local, y compris politique).
- Développer de l'ingénierie de projet sur ces questions et des compétences dans le cadre de plate-formes partenariales qui peuvent permettre à la Prévention spécialisée d'accroître son réseau ou de le consolider.
- Ne pas passer à côté de véritables enjeux de protection de l'enfance sur nos territoires ou sur ceux immédiatement voisins et être dans la fonction d'accompagnement du public marginalisé propre à la Prévention spécialisée, voire d'alerte sur les risques.
- Développer des équipes sur des financements nouveaux et offrir des possibilités au personnel actuel d'intervenir sur des missions spécifiques et nouvelles.

14



14

AU-DELÀ DE NOTRE PUBLIC « TRADITIONNEL », RÉSIDANT LE PLUS SOUVENT DE MANIÈRE RÉGULIÈRE SUR UN LIEU D'HABITATION, UN AUTRE PUBLIC EXISTE. Ce public est parfois difficilement repérable, souvent en situation irrégulière et traumatisé. Avec lui la question de la libre adhésion peut se révéler compliquée, mais il n'en relève pas moins de notre mission éducative dans le cadre de la protection de l'enfance. En effet, des problématiques de scolarité, d'accès à la formation et à l'emploi, de citoyenneté, de justice - et que dire du logement - se posent de manière crue. Cela se traduit par une marginalisation et une inadaptation. Mais inadaptation de qui ? du public ? ou bien des réponses (quand il y en a) que notre société met en œuvre ? N'est-ce pas ainsi du ressort de la Prévention spécialisée, de développer (ou à tout le moins de tenter) une intervention éducative auprès de ces publics ? Oui, sauf que cela ne se construit pas « comme ça », d'où cette proposition de formation.

15



15

PUBLIC

PERSONNEL ÉDUCATIF EN PRÉVENTION SPÉCIALISÉE (VOIRE CADRES).

MODALITÉS

DURÉE : 5 JOURS (35 H).

DATES : DU 16 AU 20 NOVEMBRE 2015.

LIEUX ET TARIFS :

- À PARIS : ADHÉRENTS : 780 €/PERS. ;

NON-ADHÉRENTS : 880 €/PERS.

- LOCALEMENT

OU À L'ÉCHELLE

D'UNE RÉGION : NOUS CONSULTER.

MODALITÉS
DURÉE : 5 JOURS (35 H).

DATES : DU 16 AU 20 NOVEMBRE 2015.

LIEUX ET TARIFS :

- À PARIS : ADHÉRENTS : 780 €/PERS. ;

NON-ADHÉRENTS : 880 €/PERS.

- LOCALEMENT

OU À L'ÉCHELLE

D'UNE RÉGION : NOUS CONSULTER.

LA PRÉGNANCE DES TRAFICS DE DROGUES SUR CERTAINS TERRITOIRES CONFRONTE INTERVENANTS SOCIAUX ET HABITANTS (dont les jeunes) à des situations mêlant questions sociales, légales et économiques, qui interrogent la citoyenneté, l'application de la loi, l'éducation, l'insertion par l'emploi. Les intervenants sociaux sont souvent démunis face à cette complexité, dans l'analyse des phénomènes, leurs postures professionnelles, voire sur des questions éthiques.

Des projets basés sur la co-construction des savoirs et des pratiques ont été menés ces dernières années à Marseille, associant l'expertise de chercheurs et d'intervenants de terrain et s'appuyant sur une méthode, « question de réseaux », que nous souhaitons vous faire partager aujourd'hui.

L'intervention sociale à l'épreuve des trafics de produits stupéfiants sur les quartiers

- doter les professionnels des compétences et réseaux nécessaires pour leur travail avec les jeunes, les familles, voire les habitants,
- permettre aux professionnels d'être présents et de pouvoir exercer leur mission sur un terrain potentiellement hostile.

Quant aux objectifs opérationnels, ils sont les suivants :

- travailler sur ses propres représentations (des produits, de l'usage chez les jeunes, des trafics) afin de sortir des impasses du débat sur le légal et l'illégal;
- trouver des méthodes s'inspirant de la réduction des risques;
- savoir créer des espaces inter-qualifiants, pour construire des alliances de proximité entre

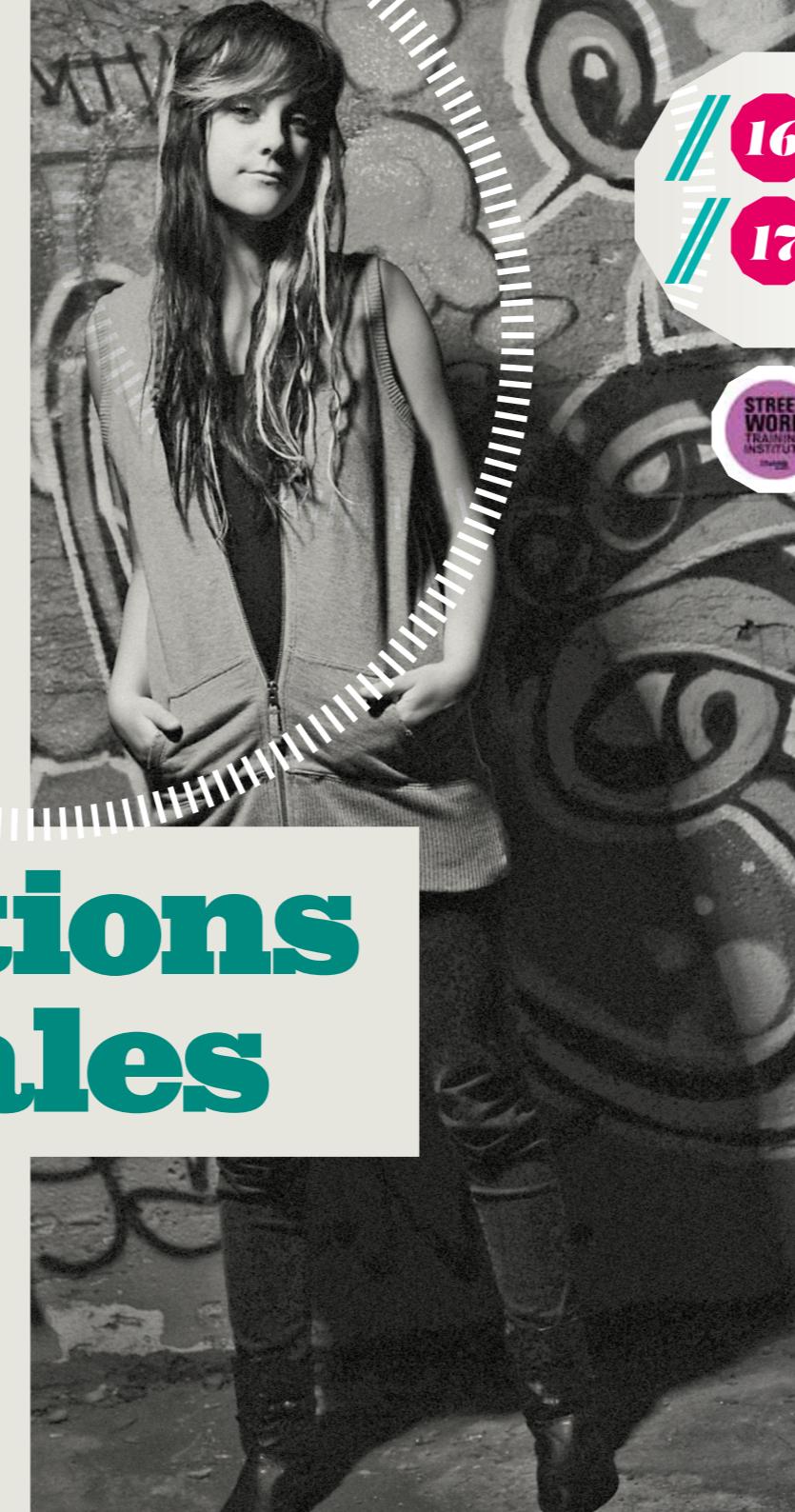
professionnels et avec les parents/habitants.
- Mieux maîtriser le travail éducatif auprès des jeunes, pour :

- les aider à déconstruire certaines illusions,
- être à même de percevoir dans les attitudes et les paroles ce qui mérite attention et réponse,
- prendre en compte des dimensions très concrètes dans les actes professionnels (les temps critiques (entrée au collège, décrochage, sortie du trafic), l'approche communautaire et les dynamiques groupales),
- aider le jeune à se construire comme individu capable de choisir, par rapport à la pression du groupe, ses propres normes, valeurs et représentations.

Le CNLAPS a souhaité donner une coloration internationale à son catalogue en vous proposant deux formations coproduites avec l'institut international du Travail de rue de Lisbonne. Les thèmes sont « le travail social de rue dans le monde » et « la participation sociale (mieux connue en France comme « pouvoir d'agir ») dans le monde ».

Si le CNLAPS conserve ses formations traditionnelles, nous souhaitons vous proposer, de manière complémentaire, une ouverture au monde. L'approche comparative, la présence d'un formateur étranger et l'origine diversifiée (francophone) des stagiaires confèrent cette dimension. Nous vous attendons nombreux.

Deux formations internationales



16
17

PUBLIC

- PERSONNEL ÉDUCATIF, CADRES ET ADMINISTRATEURS EN PRÉVENTION SPÉCIALISÉE.
- PARTENAIRES DE TERRAIN.
- INTERVENANTS SOCIAUX ÉTRANGERS FRANCOPHONES.

MODALITÉS
DURÉE PAR FORMATION :

5 JOURS (35 H).

DATES :

- LA PARTICIPATION SOCIALE / LE POUVOIR D'AGIR DANS LE MONDE : 23-27 MARS 2015.
- LE TRAVAIL SOCIAL DE RUE DANS LE MONDE : 30 NOVEMBRE- 4 DÉCEMBRE 2015.

LIEUX ET TARIFS PAR FORMATION :
- À PARIS : ADHÉRENTS : 780 €/PERS.; NON-ADHÉRENTS : 880 €/PERS.



Le travail social de rue dans le monde

● APERÇU DU CONTENU

- En quoi consiste concrètement le Travail social de rue? Confrontation de préjugés sur l'espace « rue »;
- Le Travail social de rue pour comprendre les attentes et besoins des populations;
- Ses principes : méthodologie, conception de l'espace public, éthique et déontologie;
- Elaboration concrète : construction du projet, aspects organisationnels et pratiques;
- Lisibilité, communication et évaluation du travail de rue;
- La dimension internationale : le réseau Dynamo International, Street Workers Network et le Street work Training Institute (SwTI).

● OBJECTIFS

- Mieux comprendre le sens du travail de rue et sa dimension internationale;
- Identifier les principes méthodologiques du Travail social de rue adaptés à sa population cible;
- Améliorer son ancrage dans son territoire, mieux le connaître et savoir ce qui s'y passe;
- Repérer son public, être repérable par lui et disponible pour lui;
- Être en phase avec sa mission et à l'aise dans son métier.

B

La participation sociale (le pouvoir d'agir) dans le monde

● APERÇU DU CONTENU

- Évolution historique et explicitation de ces concepts et de leurs différentes déclinaisons : participation sociale, pouvoir d'agir, intervention sociale d'intérêt collectif (ISIC), développement social local, action sociale communautaire, etc.).
- La participation sociale, valeur conduisant au respect des Droits de l'Homme et au développement de l'autonomie des populations les plus vulnérables et à leur implication dans les questions les concernant (citoyenneté active).
- Une méthodologie pour exprimer les attentes et besoins des populations, les rendant acteurs de leurs projets de vie.
- Participation sociale, mobilisation sociale et apprentissage social : principes et techniques d'intervention au sein de la communauté en vue de l'autonomisation, de l'émancipation et de la transformation sociale.
- Le diagnostic participatif de la communauté et des organisations.

● OBJECTIFS

- Doter les stagiaires d'outils leur permettant d'atteindre leurs objectifs et de renforcer les capacités de leurs institutions.
- Être dans une vision élargie (de la pratique et sociétale) ainsi que systémique par la mise en projet avec les jeunes et avec l'ensemble des habitants afin d'accroître le lien social.
- Activer des leviers qui vont démultiplier l'impact de notre intervention sociale par des initiatives locales.
- Contribuer à inverser le sentiment de déconsidération que ressent une partie de la population, souvent stigmatisée.

Penser et conduire l'évaluation interne

en Prévention spécialisée

SOUVENT APPRÉHENDÉE COMME UNE ÉPREUVE, L'ÉVALUATION SE VIT COMME UNE OBLIGATION DE RENDRE DES COMPTES ET DE SE SITUER DANS UNE « CULTURE DE RÉSULTAT ».

Or l'évaluation est avant tout un processus participatif, cognitif et négocié.

Il s'agira par conséquent tout d'abord d'introduire et de définir la notion d'évaluation en la distinguant de l'audit, du contrôle ou de la démarche qualité, de la résister dans le champ de la loi du 2 janvier 2002, puis d'en poser les fondements éthiques, philosophiques, d'en connaître les enjeux politiques et concepts méthodologiques et d'en cerner les spécificités, possibilités et limites en Prévention spécialisée. Il conviendra enfin de démontrer les bénéfices que les professionnels peuvent escompter en s'inscrivant dans ces démarches.

Les stagiaires qui suivront la formation repartiront avec le guide d'évaluation en Prévention spécialisée, construit par l'Association de Prévention spécialisée dans le Nord (APSN) avec laquelle cette formation est co-organisée.

● APERÇU DU CONTENU

L'évaluation interne en Prévention spécialisée : définitions, enjeux, méthodes :

- Définitions et enjeux de l'évaluation interne.
 - Mobilisation du guide d'évaluation en Prévention spécialisée.
 - Le cadre réglementaire de l'évaluation.
 - Méthodes et outils de l'évaluation : le référentiel et le cahier des charges.
 - L'évaluation des modes d'intervention en Prévention spécialisée.
- Recueillir et analyser des données évaluatives :
- Les sources de l'évaluation : l'équipe, les publics, les partenaires, les sources documentaires et statistiques.
 - Les outils de recueil de données : questionnaire, entretiens, ...
 - Réaliser des synthèses ainsi que son plan d'amélioration.

MODALITÉS

DURÉE : EN FONCTION DES ATTENTES.

DATES : À DÉFINIR.

LIEUX ET TARIFS : LOCALEMENT

OU À L'ÉCHELLE D'UNE RÉGION :

NOUS CONSULTER.

EN PARTENARIAT AVEC L'APSN



PUBLIC

CADRES ET ÉQUIPES EN PRÉVENTION SPÉCIALISÉE.

LA PREMIÈRE JOURNÉE (QUI EST L'OBJET DE LA PRÉSENTATION DU GUIDE) SE FERA EN PRÉSENCE DE L'ENSEMBLE DE L'ÉQUIPE. LES AUTRES JOURS CONCERNERONT PRIORITAirement LES CADRES, MAIS AUSSI DES REPRÉSENTANTS DES ÉQUIPES QUI SERAIENT INTÉGRÉS À UN GROUPE SPÉCIFIQUE EN CHARGE DE L'ÉVALUATION INTERNE AU SEIN DE LEUR STRUCTURE.



18

A L'HEURE DE LA MUTATION DU TRAVAIL SOCIAL, IL EST IMPORTANT DE DÉVELOPPER LE(S) PARTENARIAT(S) afin de mutualiser nos compétences, de faire savoir ce que l'on fait et de connaître le travail des autres. Une communication claire est nécessaire, en connaissance de nos propres limites et de celles de chacun, pour une définition de nos objectifs communs et de nos actions au bénéfice de nos publics.



Alliance et partenariat :

faire savoir son savoir-faire

19

PUBLIC

PERSONNEL ÉDUCATIF, CADRES ET ADMINISTRATEURS EN PRÉVENTION SPÉCIALISÉE.

PARTENAIRES DE LA PRÉVENTION SPÉCIALISÉE.

MODALITÉS

DURÉE : 3 JOURS (21 H).

DATES : 4 - 6 NOVEMBRE 2015.

LIEUX ET TARIFS :

- À PARIS : ADHÉRENTS 430 €/PERS. ;

NON-ADHÉRENTS : 530 €/PERS.

- LOCALEMENT

OU À L'ÉCHELLE

D'UNE RÉGION :

NOUS CONSULTER.

OBJECTIFS

- Créer des alliances au-delà des questions de personnes ou de passifs historiques qui peuvent bloquer des partenariats, pourtant bénéfiques pour les jeunes.
- Éviter le risque d'isolement et se renforcer en créant des réseaux partenariaux de solidarité pour mieux affronter les enjeux présents et à venir.
- Apprendre à dire ce que l'on fait, à être intelligible pour l'extérieur et à valoriser son travail.
- Savoir communiquer (quoи, de quelle place, et dans quelles limites) afin d'être plus sereins dans certains contextes multi-partenariaux qui peuvent parfois nous interroger, mais sont nécessaires pour notre action, voire obligatoires.

● APERÇU DU CONTENU

- Alliance et partenariat : connaître son territoire, ses partenaires, la force du travail en réseau (le fonctionnement, les contraintes et les limites, améliorer les capacités de coordination et de coopération, créer des alliances).

- Faire savoir son savoir-faire :
 - la communication interpersonnelle : en comprendre les principes de base (se connaître, apprendre à écouter, convaincre, parler en public, animer des échanges) et les enjeux; définir sa mission et préciser son rôle;

- la communication dans un cadre institutionnel :

- dans une dimension éducative : que communique-t-on, avec qui, le secret professionnel / le secret peut-il être partagé, coopérer dans le cadre de cellules opérationnelles;

- dans une dimension sociale : construire un message positif sur son projet.

- construire des outils pour mieux communiquer à l'externe : une stratégie d'association (les écrits professionnels, le lien avec les médias, internet).



LES USAGES DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET LA COMMUNICATION (internet, téléphones portables, etc.) interpellent inévitablement les acteurs de l'éducation sur leurs pratiques tout comme celles de leurs publics. S'interroger et se former sont des nécessités pour conduire des actions permettant aux publics de s'approprier des usages et de développer de nouvelles compétences, pour comprendre, maîtriser et agir avec le numérique.

CETTE FORMATION EST ORGANISÉE EN PARTENARIAT AVEC LA MAISON DES TIC

Agir et éduquer au XXI^e siècle avec le numérique

● APERÇU DU CONTENU

- Autour des enjeux : s'approprier les enjeux éducatifs et de société liés aux mutations technologiques :
 - quelles pratiques des publics ?
 - quels rapports aux savoirs, à l'information, à la citoyenneté ?
- Autour de l'éthique :
 - quel sens donner à mes pratiques personnelles et professionnelles ?
 - découvrir, se repérer, trier ;
 - je publie, je partage, je contribue sur internet : quelles règles, quelles précautions ?
- Utiliser Internet : réglementations et netiquette.
- La caisse à outils de l'éducateur du XXI^e siècle :
 - les savoir-faire de base à maîtriser et les ressources indispensables à connaître ;
 - prendre en compte les TIC pour quelles plus-value dans ma pratique et mes projets ?
 - Utiliser les blogs, les réseaux, les espaces de mutualisation : comment et pour quoi faire ?

● OBJECTIFS

- Améliorer la connaissance des éducateurs du monde numérique et travailler sur les représentations.
- Permettre de découvrir en quoi la compréhension et l'appropriation des éléments de la culture numérique sont incontournables en matière d'éducation.
- Aider à intégrer le numérique dans les projets, pour des actions adaptées au public d'aujourd'hui et attractives.



20 //

1

PUBLIC
PERSONNEL ÉDUCATIF EN PRÉVENTION SPÉCIALISÉE.

MODALITÉS (SOCLE COMMUN)

DURÉE : 3 JOURS (21 H).

DATES : DU 4 AU 6 NOVEMBRE 2015.

LIEUX ET TARIFS :

NOUS CONSULTER.

POUR ALLER PLUS LOIN... Sur demande d'une ou de plusieurs équipes (7 pers. min.), un approfondissement technique pratique peut être assuré au-delà du socle commun des 3 jours. Cet approfondissement peut porter sur un des thèmes suivants :

- **L'usage de la photographie dans le travail éducatif,**
- **Le support vidéo comme levier d'expression individuelle et collective,**
- **Réseaux sociaux, médias et jeux vidéos.**

MODALITÉS (APPROFONDISSEMENT)

DURÉE : 2 JOURS (14 H) (SOCLE COMMUN)

+ 3 JOURS (APPROFONDISSEMENT)

DATES : NOUS CONSULTER.

LIEUX ET TARIFS :

NOUS CONSULTER.

21 //

2

PUBLIC
CHEFS DE SERVICE
COORDINATEURS D'ÉQUipes
AUTRES PERSONNELS FAISANT FONCTION.

21 //

2

MODALITÉS

DURÉE : 5 JOURS (35 H)

DATES : DU 18 AU 22 MAI 2015

LIEUX ET TARIFS :

PARIS : ADHÉRENTS :

780 €/PERS. ;

NON-ADHÉRENTS :

880 €/PERS.

- LOCALEMENT

OU À L'ÉCHELLE

D'UNE RÉGION :

NOUS CONSULTER.

OBJECTIFS

- Être une formation de nouveaux arrivants pour les cadres de proximité afin de les doter d'un "kit de démarrage".
- Anticiper le départ à la retraite de nombreux cadres et l'effet de renouvellement induit.
- Soutenir des chefs de service en difficulté.
- Conserver de l'humilité par le recours à la formation ("je ne sais pas tout, les choses évoluent, et je peux m'inspirer d'autres pratiques à l'œuvre ailleurs et mettre en commun les miennes").
- Délivrer une formation rapidement mobilisable, courte, et opérationnelle et qui a en cela toute sa légitimité en complémentarité du CAFERUIS.
- Se doter d'un corps de cadres intermédiaires homogène, quels que soient le territoire et l'employeur, pour rapprocher les pratiques et accroître la lisibilité de la Prévention spécialisée en France.
- Lire et analyser la commande publique.

Exercer la fonction de cadre de proximité en Prévention spécialisée

SPÉCIAL CADRES

ÊTRE CADRE DE PROXIMITÉ EST VALORISANT MAIS DIFFICILE, à la fois dans la prise de fonction (passer de la fonction et de la posture d'éducateur à celle de cadre avec une opérationnalité immédiate attendue), comme dans le rôle de manager de proximité : rythme de travail et organisation, contrôle de l'activité, soutien de la motivation des équipes et gestion des personnalités, étayage technique, liens et négociations avec les partenaires, parfois financeurs. Il n'est pas la simple courroie de transmission entre la direction et l'équipe ; en tant que cadre il se doit de mettre en œuvre les orientations définies par l'association et la puissance publique, avec toute la connaissance du cadre juridique et réglementaire qui régit la profession.

● APERÇU DU CONTENU

- Sur le plan de l'accompagnement des équipes :
 - créer et garantir un climat de confiance, d'écoute et de motivation, et instaurer les meilleures conditions possibles pour l'action éducative;
 - savoir animer une ou des équipe(s) autour du projet de service, du projet d'actions éducatives et conduire leur évaluation;
 - avoir à l'esprit la gestion prévisionnelle des emplois et des carrières (travail sur les objectifs et les compétences : entretien annuel, recours à la formation, gestion de l'usure professionnelle).
- Sur le plan de l'articulation hiérarchique et institutionnelle :
 - savoir assurer la fonction de contrôle avec des équipes en milieu ouvert disséminées sur les territoires;
 - savoir faire appliquer les décisions institutionnelles, assurer les délégations nécessaires.
- Sur le plan du partenariat de proximité :
 - assurer la liaison avec la multiplicité des acteurs (élus locaux et réseaux de partenaires);
 - initier et animer des projets en interaction et mettre en œuvre des diagnostics partagés.

Séminaires résidentiels pour les administrateurs d'associations

LES ADMINISTRATEURS DES ASSOCIATIONS OCCUPENT UNE PLACE ESSENTIELLE, CAR ILS REPRÉSENTENT LE NIVEAU POLITIQUE DE L'ORGANISATION et participent à sa gouvernance.

Ils sont, à l'externe, en lien avec la commande publique et ses représentants et, en interne, ils impulsent les orientations de leur association, en lien avec le directeur, votant les décisions majeures que les salariés auront à mettre en œuvre. Au vu de cette place stratégique, le CNLAPS a souhaité renouveler le principe de séminaires pour les administrateurs, qui sont organisés localement à la demande.

SPÉCIAL ADMINISTRATEURS

● APERÇU D'UN CONTENU POSSIBLE (À CO-CONSTRUIRE)

- Connaissance et explication de la Prévention spécialisée (d'hier à aujourd'hui).
- Apport d'expériences associatives au niveau national (type d'organisation, fonctionnement, actions).
- Quelle réalité pour la Prévention spécialisée dans les autres départements ?
- Approche prospective : quels enjeux, aujourd'hui et demain, pour la Prévention spécialisée ?
 - les politiques publiques : protection de l'enfance, politique de la ville, prévention de la délinquance, économie sociale et solidaire, notamment;
 - le processus de décentralisation et l'organisation territoriale de l'État;
 - les partenariats;
 - les financements;
- quelle Prévention spécialisée pour demain (périmètre d'intervention, financement, type d'organisation, alliances) ?

● OBJECTIFS

- Apporter des éclairages sur la Prévention spécialisée d'aujourd'hui et de demain.
- Permettre d'exercer au mieux un mandat sur des questions, des enjeux, qui viennent ou viendront impacter la vie de l'association;
- Offrir aux administrateurs un temps spécifique qui leur soit dédié, pour pouvoir se poser, prendre du recul, se retrouver et rester en dynamique.

22 //

PUBLIC

ADMINISTRATEURS ET MEMBRES BÉNÉVOLES DES ASSOCIATIONS DE PRÉVENTION SPÉCIALISÉE, VOIRE LEURS PARTENAIRES ASSOCIATIFS.

MODALITÉS

DURÉE : 1 à 2 JOURS.
DATES : SUR DEMANDE.
LIEUX : DANS LE LIEU CHOISI PAR L'ASSOCIATION.
TARIFS : EN FONCTION DE LA DURÉE ET DE LA TAILLE DU GROUPE.
NOUS CONSULTER.

CONTACTS :

- ÉRIC RIEDERER, COORDONNATEUR NATIONAL.
- LES ADMINISTRATEURS ÉLUS EN RÉGIONS.



Pool des formateurs CNLAPS

Nos formations sont assurées par un pool de 14 formateurs et 7 partenaires prestataires.

Jean-Paul BOUCHE	Chef de service éducatif et chargé de mission « évaluation », juriste	Adsea 28 [Levès (28000)]
Cyril BOULLEY	Educateur spécialisé. Formateur vacataire	Le chemin [Périgueux (24000)]
Geneviève CASANOVA	Conseillère technique	Addap 13 [Marseille (13013)]
Jean-Luc COLLET	Formateur vacataire	Figanieres (83830)
Mathilde FALCOU	Chef de Service éducatif	Passage [Annecy (74000)]
Michel HUG	Chef de Service éducatif	Ahssea [Vesoul (70000)]
Enrique IGLESIAS	Chef de Service éducatif	Vie et Cité [Bobigny (93000)]
Samia KAHLA	Chef de Service éducatif	Addap 13 [Marseille (13013)]
Gérard LECA	Formateur vacataire	[Marseille (13000)]
Pierre MESSE	Chef de Service éducatif	C.E. Beauvallois [Saint Brieuc (22000)]
Francis MILLIASSEAU	Directeur de service	Adsea 06 [Nice (06000)]
Cédric NEY	Directeur	APLB [Le Fleix (24130)]
David PUAUD	Cadre technicien - Educateur de Prévention spécialisée / Formateur vacataire / Doctorant en anthropologie sociale et ethnologie	Adsea 86 [Buxerolles (86180)]
Patricia RAIBAUT	Chef de Service éducatif	Addap 13 [Marseille (13013)]

Prestataires de formation

- APSN (Centre de ressource départemental de la Prévention spécialisée du Nord) [Lille (59021)]
Sandrine DERESME
Christophe JIBARD, formateur vacataire [Paris]
Institut international du Travail de rue [1170-289 Lisboa - Portugal]
Denis LAFONTAINE, photographe indépendant. Formateur vacataire [Saint-Romain-au-Mont-d'Or (69270)]
La M@ison des TIC [Grigny (69520)]
Zoomacom [Saint-Etienne (42000)]



Le CNLAPS remercie Denis LAFONTAINE, photographe,
de la mise à disposition gracieuse de ses photos pour le présent catalogue.

POUR TOUTE QUESTION CONCERNANT LES FORMATIONS :

Eric Riederer, coordonnateur national :
- siège : 01 42 29 79 81 | portable : 06 73 40 45 28
- courriel : eric.riederer@cnlaps.fr

POUR LES INSCRIPTIONS :

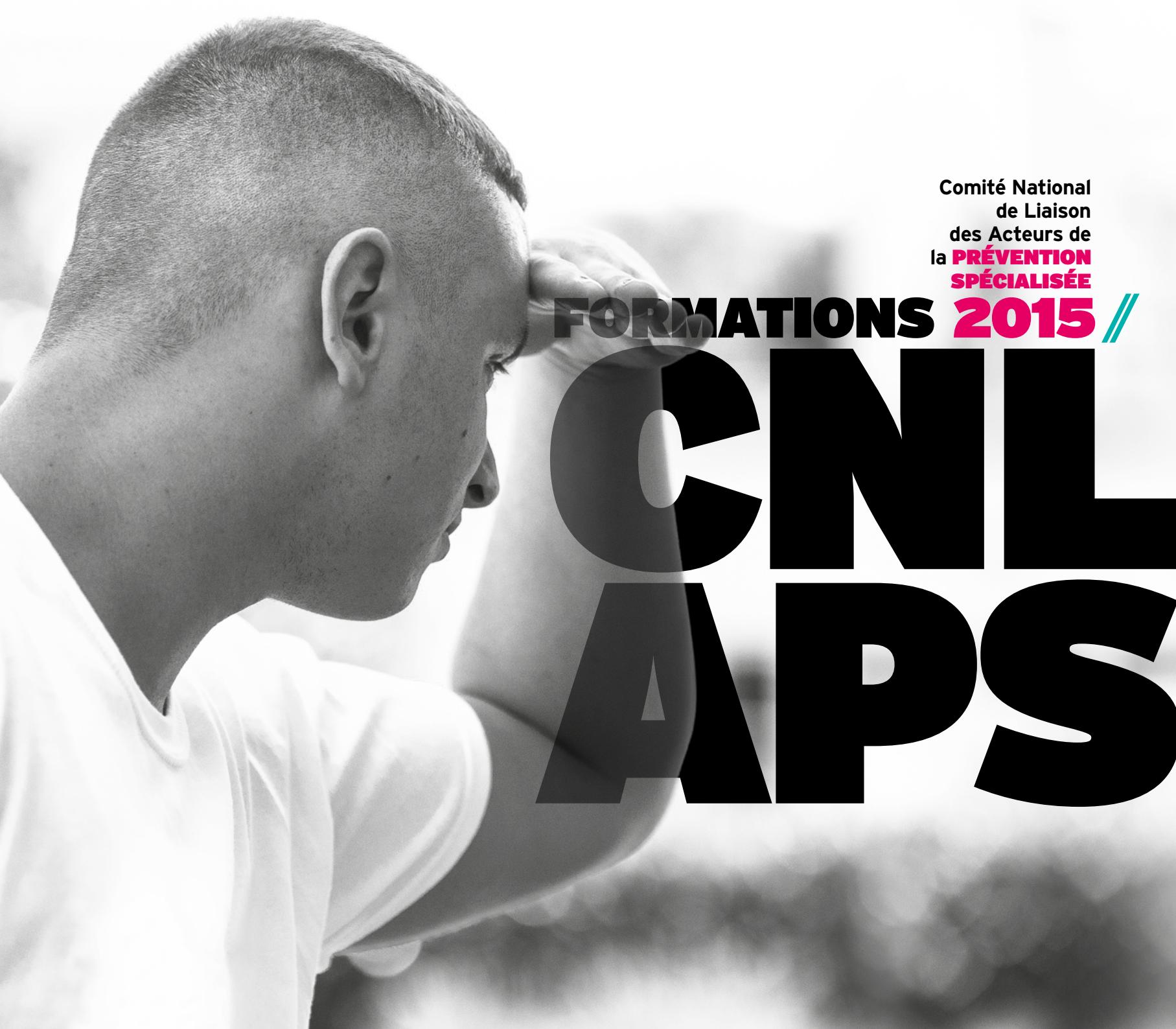
Siège administratif : 21, rue Lagille, 75018 Paris
Tél. : 01 42 29 79 81 | Fax : 01 58 60 15 57
Courriel : contact@cnlaps.fr

L'ensemble du catalogue 2015 est téléchargeable depuis le site du CNLAPS : www.cnlaps.fr



COMITÉ NATIONAL DE LIAISON DES ACTEURS DE LA PRÉVENTION SPÉCIALISÉE

21, rue Lagille, 75018 Paris | Tél. : 01 42 29 79 81 | Fax : 01 58 60 15 57
Courriel : contact@cnlaps.fr
SIRET 309 825 370 000 54 - Numéro de déclaration d'existence : 1175 41609 75



Comité National
de Liaison
des Acteurs de
la **PRÉVENTION**
SPÉCIALISÉE

FORMATIONS 2015 //

CNLS
APS



CNLAPS

Comité National de Liaison
des Acteurs de la
PRÉVENTION SPÉCIALISÉE

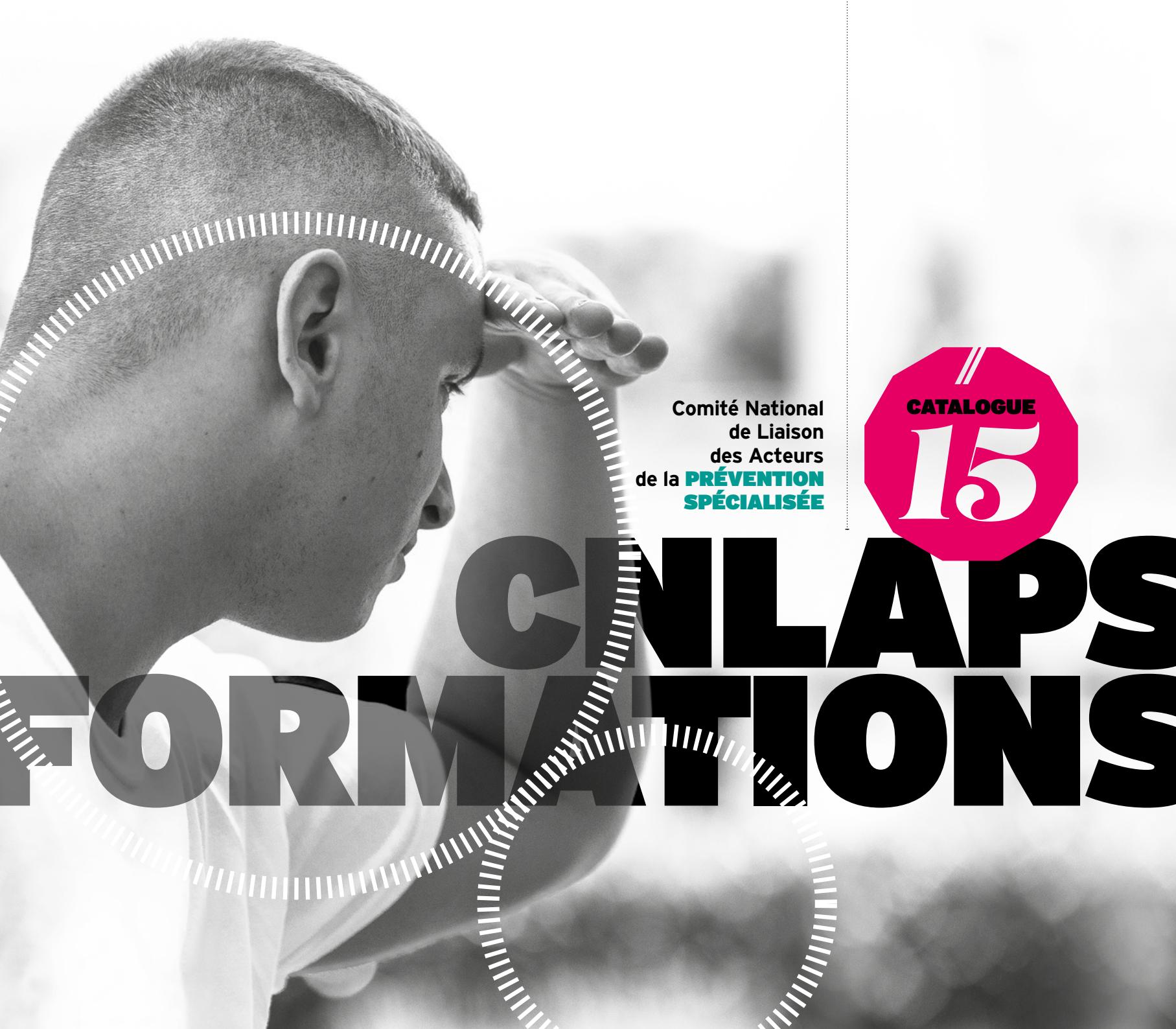
FORMATIONS 2015



Comité National de Liaison
des Acteurs de la
PRÉVENTION SPÉCIALISÉE

cnilaps

// **FORMATIONS 2015**



Comité National
de Liaison
des Acteurs
de la **PRÉVENTION**
SPÉCIALISÉE

CATALOGUE

15

CNILAPS FORMATIONS